

Paris, le 22 avril 2024

## EcoBrief

### **Zone euro : coup d'arrêt dans le rétablissement des comptes publics.**

Après deux années – 2021 et 2022 – de nette amélioration liée à la reprise d'activité post-Covid, 2023 marque un coup d'arrêt dans le rétablissement des finances publiques en zone euro. Selon les résultats préliminaires publiés ce lundi par Eurostat, le déficit public a diminué en 2023 de seulement 0,1 point de PIB, à 3,6%. Le déficit primaire a baissé également, dans la même ampleur, à 1,9% du PIB.

Si l'accroissement du déficit français a pesé sur les chiffres globaux, près de la moitié des pays membres (9 sur 20) ont également affiché une détérioration l'année dernière. A 7,4% du PIB, le déficit italien reste le plus important. Huit États membres dépassent le seuil des 3 % de PIB de déficit public en 2023, contre neuf l'année précédente. Le déficit allemand est resté stable à 2,5% du PIB. Le déficit en zone euro reste nettement au-dessus des niveaux atteints avant la crise sanitaire, quand le déficit était repassé sous les 0,5% de PIB.

L'année 2023 confirme néanmoins la bonne trajectoire des comptes publics des pays à l'épicentre de la crise des dettes souveraines des années 2010, et qui, aujourd'hui, font la course en tête en termes de consolidation budgétaire. La Grèce, l'Irlande, Chypre, et surtout le Portugal, affichent des excédents primaires proches ou supérieurs à 2% du PIB, quand les trois quarts des autres États membres sont dans le rouge.

Autre point positif, la remontée des taux obligataires n'a pas engendré, dès l'année dernière, une hausse de la charge de la dette au niveau agrégé de la zone euro, restée stable à 1,7% du PIB. L'allongement de la maturité moyenne des obligations d'État, qui dépasse actuellement huit ans (en résiduel), permet d'étaler dans le temps les volumes de refinancement, ce qui amortit les effets de la hausse des taux sur le service de la dette.

Enfin, si l'endettement en zone euro a baissé de manière moins importante qu'en 2022, le ratio de dette publique sur PIB est néanmoins repassé sous la barre des 90% du PIB, à 88,6%.

Guillaume Derrien  
Guillaume.a.derrien@bnpparibas.com  
Économiste sénior – zone euro & Royaume-Uni